

AU DELÀ DES GESTICULATIONS, LES VRAIS PROBLÈMES...

UN NATIONALISME EXACERBÉ...

Nous ne céderons pas à la tentation gauchiste consistant à croire que la révolution est imminente, sous prétexte que quelques coups de feu ont été tirés en Lorraine, ou que des bagarres se sont déroulées devant un commissariat.

Mais les événements qui se déroulent dans la sidérurgie nous donnent l'occasion d'examiner les positions des organisations qui font la une de la presse et de la télévision.

Le 9 mars, devant les sidérurgistes réunis à Denain, et selon le compte-rendu de *l'Humanité* du 10 mars, G. Séguy a déclaré: *«Par votre détermination et votre sang-froid, vous avez imposé ce que la C.G.T. exigeait hier du premier ministre: l'évacuation des forces de répression... Le gouvernement et le patronat avaient imaginé de porter un coup à Denain, qui aurait stoppé une action que les fossoyeurs de la sidérurgie redoutent de plus en plus... LA MARCHE SUR PARIS... C'EST POUR LA MEME RAISON QUE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, JUSQU'ALORS CATEGORIQUEMENT REJETEE, VA VRAISEMBLABLEMENT SE TENIR... C'est un grand encouragement qui donne toute son importance à l'initiative interrégionale d'une marche sur Paris... Pour revenir à une situation normale, il faut payer le prix du renoncement au plan de démantèlement établi à Bruxelles avec l'accord du gouvernement et du patronat qui ont abandonné NOTRE INTERET NATIONAL à l'avantage des puissantes ententes qui, d'Allemagne Fédérale en passant par la Belgique et le Luxembourg VISENT A IMPOSER LEUR HEGEMONIE SUR LA PRODUCTION DE L'ACIER EN EUROPE».*

Il ne manque rien: la défense de l'intérêt national contre l'Allemagne, la convocation de l'assemblée nationale gagnée par les actions de Denain (Il faut le dire!... Il l'a dit!) et la grande victoire... du retrait de quelques centaines de mètres (du centre de la ville) des C.R.S.!...

Sans oublier l'appel à la marche sur Paris, destinée à obtenir *«un autre plan d'ADAPTATION de la sidérurgie française répondant aux besoins de NOTRE ECONOMIE NATIONALE et de sa place dans le monde».*

Les staliniens se sont d'ailleurs montrés égaux à eux-mêmes: dans les manifestations organisées à Denain et à Longwy, on a pu lire sur les banderoles promenées par le P.C.F.: A DENAIN - *«Non à l'Allemagne, banquier de l'Europe. Non à l'Allemagne, banquier de l'Europe et non pas aux sidérurgistes allemands!».* En Lorraine, les femmes du parti communiste: *«L'acier français sacrifié, le pays haut assassiné».* Le pays haut, c'est Longwy. *«Dites non à l'Europe allemande».* Une autre grande benderole en Lorraine: *«1870, 1914, 1940, ça suffit! La Lorraine ne sera pas bradée aux grands Konzern allemands».* La section du parti communiste de Pont-à-Mousson: *«Oui. Il faut rendre la Lorraine à la France».*

A Thil, en Meurthe-et-Moselle, le parti communiste: *«Mines et usines fermées, population réduite de 30% en dix ans. Seule commune à posséder un four crématoire érigé par les nazis».*

Déclaration de Jean Gille, Secrétaire de la C.G.T.: «Ce qui va être réalisé, c'est la domination de l'Europe et de la France par les capitalistes allemands. Ce que les Allemands n'ont pu obtenir en 1914 et 1939, ils le conquièrent aujourd'hui. Notre action peut être assimilée à la Résistance. C'est une lutte pour l'indépendance nationale».

Il est difficile de ne pas croire que ce nationalisme outrancier est en rapport étroit avec les élections européennes, à propos desquelles l'appareil qui dirige et contrôle le P.C.F., défend inconditionnellement des positions s'ajustant très exactement aux intérêts de la politique internationale de la bureaucratie qui exploite la classe ouvrière en U.R.S.S.

Ce qui signifie que nous sommes très loin de la défense des intérêts réels des salariés de la sidérurgie.

DES COMITÉS DE BASSINS...

La lecture de la presse de gauche est quelquefois, pour ne pas dire toujours, consternante. C'est ainsi que le *Nouvel Observateur* du 12 mars rend compte, sous la signature de Claude-François Julien des événements dans la sidérurgie: le Secrétaire général de la *Fédération de la Métallurgie* C.F.D.T. y est, évidemment, présenté comme l'homme fort des négociations, celui qui a fait reculer le patronat !... Citons le *Nouvel Observateur*: «Chérèque, Secrétaire métaux C.F.D.T. tonne sur Antenne 2: ON NE VA PAS QUITTER LA TABLE DES NEGOCIATIONS quand on a l'occasion FABULEUSE de prouver aux patrons... que ça va PETER de partout»... Plus tard, «Cherèque TAPE sur la table», et enfin «NOUVEAU COUP DE GUEULE» du Secrétaire général des métaux C.F.D.T.».

Patronat et gouvernement ont dû sentir le souffle de la révolution montante et de la lutte finale... Ils ont dû pousser un grand soupir de soulagement en apprenant que la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. a fait des propositions d'action FABULEUSES, pour que ça PETE partout aux autres centrales. Par lettre du 24 février. Cherèque propose: «10 HEURES DE GREVE D'ICI AU 10 MARS, soit 2 HEURES D'ARRET dans la SEMAINE DU 20 FEVRIER AU 2 MARS, et (ah, mais!) 24 HEURES DE GREVE dans la semaine du 4 au 11 mars».

Cela donne la mesure exacte des intentions d'action de la C.F.D.T.

Comme on le voit, tout ce qu'il faut pour que «ça PETE fabuleusement».

Soyons clairs: il n'y a nulle intention de provoquer la grève générale, mais au contraire volonté délibérée, froidement étudiée, de dévoyer l'action ouvrière dans des voies de garage que sont les grèves morcelées, les opérations coup de poing.

La défense des intérêts réels des travailleurs passe au second plan. Ce qui est essentiel pour l'appareil C.G.T. et C.F.D.T., c'est de multiplier les obstacles pour empêcher les explosions qui se produisent çà et là, de s'unifier, de se coordonner en un important mouvement revendicatif qui seul aurait des chances de faire aboutir les revendications essentielles de la classe ouvrière.

Après les élections de mars 1978, on annonça à grande fracas la «recentrage» de la C.F.D.T. A l'U.A.S., nous n'avons pas été dupes de cette opération: par son origine, par ses orientations qu'elle défend, la C.F.D.T. reste l'organisation néo-corporatiste et collaborationniste par excellence. La démonstration en est de plus en plus éclatante. Le «*Nouvel Observateur*» (encore lui!) nous en administre la preuve. Jacques Cherèque et Robert Boulin se sont rencontrés dans les locaux de cet hebdomadaire, pour dialoguer.

La superbe photo qui illustre l'entretien publié, est en elle-même suffisamment éloquente quant à la décontraction qui a présidé à cette rencontre. (Pour bien moins que cela, le Secrétaire général de la centrale syndicale réformiste, la C.G.T.-F.O., s'est fait copieusement calomnier et insulter.)

Ce n'est pas par hasard, ou par simple souci publicitaire que les mass-média se mobilisaient pour chanter les louanges de la C.F.D.T. Ce n'est pas par hasard que «*L'Express*» du 17 mars fait une apologie du Secrétaire général des métaux C.F.D.T., sous le titre révélateur: «*Le grand costaud qui*

monte», dans un article où nous lisons notamment: *«Ce Lorrain est devenu l'homme-clef des négociations de la sidérurgie. C'est à lui que s'adressent en priorité hauts fonctionnaires et patrons. Le ministre du Travail parle lui-même du programme CHEREQUE et un patron raconte: «Dans les discussions, c'est lui qui émerge comme leader. Une nature qui force l'attention».*

Non, ce n'est pas par hasard que toute cette campagne tend à faire apparaître la C.F.D.T. comme l'organisation capable de comprendre la difficulté de la situation, et par conséquent, capables de s'adapter à cette situation.

Mais, revenons à l'entretien publié par *Le Nouvel Observateur*. S'il n'est pas possible de commenter cet article longuement, phrase par phrase, on peut néanmoins le résumer sans crainte d'être démenti, en disant qu'il s'agit d'un beau morceau de collaboration de classe, qu'il s'agit pour la C.F.D.T. de s'adapter au plan de restructuration, de le négocier pour définir où et quand devront s'opérer les licenciements. Pour assurer le succès de cette politique de participation directe à la gestion de la crise. Chèreque et Boulin affirment leur accord pour la mise en place des *«Comités de Bassins»* chargés de résoudre les problèmes *«cas par cas»*. Par rapport à la création de ces comités de bassin, le Secrétaire de la Fédération C.F.D.T. va jusqu'à déclarer: *«Il y a urgence!»*.

Autrement dit, pour les tenants du corporatisme, donc de l'intégration à l'Etat, *«Il y a urgence»* à mettre en place ces comités, parce qu'il y a urgence à associer les organisations syndicales aux conséquences qu'entraîne pour la classe ouvrière le redéploiement industriel. Le prétendu recentrage de la C.F.D.T. n'a pas d'autre signification.

... A LA COGESTION?

C'est parce que nous sommes particulièrement attachés au principe d'indépendance du syndicat par rapport à l'Etat et à l'entreprise, que la première surprise passée, nous avons combattu fermement la proposition extrêmement dangereuse qui était faite au congrès de la *Fédération de la métallurgie Force Ouvrière* (28, 29, 30 mars 1979).

En effet, le projet de résolution générale déclarait notamment:

«En conséquence, le Congrès préconise la mise en place au niveau des Bassins d'Emplois de Comités SECTORIELS TRIPARTITES, dont la mission et les interventions devraient consister, au travers de la vérification de l'utilisation des aides publiques, pour soutenir les solutions industrielles, à préserver l'emploi, les situations professionnelles et les ressources des salariés.

Les Comités devraient:

- En liaison avec les comités d'entreprises, dont le Congrès réclame le RENFORCEMENT DES MOYENS D'ACTION, préconiser toutes mesures préventives permettant d'éviter les licenciements.

- Et, en liaison avec l'A.F.P.A. et l'A.N.P.E., dont les moyens et le fonctionnement DOIVENT ETRE AMELIORES, rechercher toutes solutions permettant d'harmoniser et d'étaler dans le temps l'organisation de la MOBILITE PREVISIBLE qui doit être sectorielle et professionnelle avant d'être géographique».

On croit rêver! Et on se prend à espérer que les camarades qui ont réfléchi à ce projet, qui l'ont rédigé, l'ont fait rapidement, sans mesurer avec précision les conséquences de leur proposition.

Il a fallu de longues discussions en commission pour faire admettre un certain nombre de raisons qui finalement ont permis d'écarter la demande de mise en place de ces *«Comités de bassins tripartites»*. La résolution se borne à demander l'amélioration de l'information à travers les commissions paritaires de l'emploi (qui existaient déjà), mais nous avons fait préciser, et c'est pour nous fondamental, que:

« En tout état de cause, ces propositions ne visent qu'à donner aux syndicats davantage de moyens d'information et de consultation: les syndicats comme organisations représentant les intérêts particuliers des travailleurs ne doivent, en aucun cas, être associés aux décisions découlant des opérations de restructuration décidées par le patronat et les pouvoirs publics».

Il reste que toute équivoque n'est pas levée, car la résolution adoptée (après un débat en réalité écourté) maintient que:

«Un des rôles des Commissions de l'emploi doit consister à émettre des avis sur toutes solutions

(concernant le sort des travailleurs), permettant d'harmoniser et d'étaler dans le temps l'évolution prévisible afin d'éviter la mobilité qui doit être sectorielle et professionnelle avant d'être géographique».

Ces ambiguïtés révèlent la confusion dans laquelle se débattent de nombreux militants ouvriers dans la recherche de la meilleure voie pour défendre les intérêts des salariés. Les problèmes soulevés au congrès de la *Fédération de la métallurgie FO*, ne sont pas nouveaux dans le mouvement ouvrier. Mais, ils prennent forcément plus d'acuité avec le développement de la crise qui implique que les responsables de cette crise accentuent l'offensive pour tenter de faire basculer sur le terrain de la participation, le syndicalisme ouvrier traditionnel.

Cela passe par les tentatives d'instauration des conseils d'ateliers, cela passe par les menaces contre la loi de 1950 sur les conventions collectives, cela passe par le projet «*PARTAGE*» de STOLERU. Cela passe aussi par les «*Comités de bassins d'emplois, sectoriels et tripartites*».

Au-delà des sentiments fraternels qui peuvent exister entre les militants des différents courants dans une même organisation syndicale. Il y a les questions fondamentales qui demandent qu'on réponde par des orientations claires et précises.

Nous sommes de ceux qui s'efforcent et s'efforceront de faire en sorte que ces orientations restent fidèles aux principes tant de fois réaffirmés sur l'indépendance syndicale, sur le refus de toute forme d'intégration, sur le refus de la cogestion.

Il reste que ces problèmes dépassent largement le cadre d'une Fédération d'industrie, et concernent toute la classe ouvrière.

Il aurait donc sans doute été plus raisonnable d'attendre que le Congrès fédéral de la C.G.T.-F.O. en débâte et donne son appréciation sur ces propositions, qu'en tout état de cause nous continuerons à combattre, tant elles s'opposent à la notion d'indépendance de classe du syndicalisme.

- Contre-Poids? OUI! bien sûr. - Contre-Pouvoir? PAS QUESTION.

J. SALAMERO.
